



TRIBUNE ANALYTIQUE | Juin 2026

# Le Repreneuriat au Québec : L'Occasion manquée que la diaspora Congolaise n'a plus le droit de rater

Par **Patrick Mulumba** | Membre du conseil d'administration & Co-fondateur, Congo Momentum

## MISSION DE CONGO MOMENTUM

Congo Momentum a pour mission de stimuler la réflexion stratégique et d'élaborer des solutions pragmatiques afin de les transmettre aux décideurs publics et privés de la RDC.

« *Le repreneuriat n'est pas simplement une stratégie économique pour la diaspora congolaise. C'est un acte d'intégration, un acte d'ambition, et — si on le fait bien — un acte de développement pour la République Démocratique du Congo.* »

## I. UNE BOMBE À RETARDEMENT ÉCONOMIQUE AU CŒUR DU QUÉBEC

Le Québec est aux prises avec une transformation entrepreneuriale d'une ampleur sans précédent dans son histoire économique moderne. D'ici 2029, plus de 50 000 entreprises québécoises devront changer de mains, et 61 % de leurs propriétaires n'ont toujours aucun plan de relève structuré selon l'Observatoire du Repreneuriat et du Transfert d'Entreprise du Québec (ORTEQ).

La situation est grave. Quelque 10 000 entreprises privées au Québec voulaient vendre dans les 12 prochains mois selon les données du troisième trimestre de 2025, et 3 500 autres envisageaient carrément de fermer leurs portes, ne croyant pas trouver de repreneur à temps.

Pour l'année 2024 seulement, 24 000 entreprises ont été prévues d'être transférées ou vendues, comparativement à 15 000 en 2023 une hausse de 60 % en un an. Et pourtant, 57,4 % des propriétaires n'ont toujours pas de plan de relève formel, et seulement 42,6 % ont identifié un successeur.





À l'échelle canadienne, ce sont plus de 2 000 milliards de dollars en actifs commerciaux qui sont en jeu. Au Québec seul, les transferts d'entreprises représentaient jusqu'à 26 milliards de dollars d'actifs en 2021 surpassant pour la première fois les chiffres de la création d'entreprises.

Le Québec manque de repreneurs. Et pourtant, la diaspora congolaise, l'une des communautés africaines les plus scolarisées et les mieux établies au Canada regarde passer ce train sans monter dedans. C'est précisément ce paradoxe que cette tribune entend déconstruire, et dépasser.

## II. LA BARRIÈRE INVISIBLE : QUAND L'ENTREPRENEURIAT CONGOLAIS RESTE PRISONNIER DE SA PROPRE COMMUNAUTÉ

Disons-le clairement, avec respect mais sans détour : une proportion très significative des entrepreneurs de la diaspora congolaise au Québec et au Canada développent leurs activités à l'intérieur de la communauté congolaise. Épiceries afro-caribéennes, salons de coiffure africaine, services de transfert d'argent vers Kinshasa, agences d'événements culturels, services de transport communautaire, autant de secteurs où le client est congolais, l'employé est congolais, et le réseau est congolais.

Ce modèle n'est pas une faiblesse en soi. Il répond à des besoins réels, comble des lacunes du marché général, et constitue un premier levier d'autonomie économique pour des immigrants souvent arrivés avec peu. Mais il porte en lui une limite structurelle profonde : il confine l'entrepreneur dans un marché captif de taille restreinte, ne lui permet pas de constituer un capital économique et relationnel suffisant pour s'imposer dans l'économie québécoise mainstream, et surtout il l'empêche d'accéder au levier le plus puissant que le Québec offre actuellement à quiconque veut s'y intégrer économiquement : le repreneuriat.

Cette barrière est en partie psychologique. Reprendre une entreprise francophone de plomberie à Drummondville, une PME de fabrication métallique à Lévis ou un cabinet de services-conseils à Sherbrooke peut sembler intimidant, voire hors de portée. La langue, la culture d'affaires, les réseaux, le financement tous ces obstacles sont réels. Mais ils sont surmontables. Et le Québec, conscient de l'urgence, a décidé de les rendre explicitement surmontables.

## III. CE QUE LE QUÉBEC A MIS EN PLACE : UNE PORTE OUVERTE QUE PEU DE CONGOLAIS ONT FRANCHIE

En janvier 2024 est entré en vigueur le volet repreneuriat du Programme des entrepreneurs du Québec, sous l'égide du Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI). Ces nouvelles mesures visent à faciliter l'accès à la résidence permanente pour les entrepreneurs issus de l'immigration.





Le programme prévoit un investissement minimal de 150 000 \$ CA en région ou de 300 000 \$ CA dans la Communauté métropolitaine de Montréal, avec un accompagnement obligatoire par un organisme spécialisé en transfert d'entreprise. En mai 2024, un investissement conjoint de 20 M\$ d'Investissement Québec et de 10 M\$ du Fonds de solidarité FTQ a été annoncé pour recapitaliser le Fonds de transfert d'entreprise du Québec.

Le Centre de Transfert d'Entreprise du Québec (CTEQ) favorise le maillage entre cédants et repreneurs et les dossiers par des immigrants sont traités en priorité, surtout lorsqu'il s'agit de sauver des emplois et de maintenir le dynamisme des régions. Le secteur manufacturier, qui représente 12,4 % du PIB québécois, affiche un taux d'intention de transfert de 15,3 % une PME sur six cherche un acquéreur.

Le taux de survie à cinq ans des reprises d'entreprises atteint 87,5 %, contre seulement 57 % pour les nouvelles entreprises. Racheter une PME établie est statistiquement beaucoup plus sûr que de créer une startup et pourtant, seulement 31,6 % des repreneurs déclarent être issus de l'immigration.

#### IV. LA PROPOSITION CONGO MOMENTUM : UN CADRE STRATÉGIQUE EN QUATRE AXES

Ce n'est pas le moment de produire un énième rapport qui restera dans un tiroir. Ce texte propose des pistes d'action concrètes, finançables, et répliquables à l'échelle de la diaspora congolaise du Canada.

##### Axe 1 - Créer un Programme Structuré de Préparation au Repreneuriat

La première barrière n'est pas financière. Elle est informationnelle et culturelle. La majorité des entrepreneurs congolais au Québec ignorent que le repreneuriat existe comme mécanisme formel, que le gouvernement québécois le finance activement, et qu'ils sont précisément la cible que le Québec cherche à recruter.

##### PROPOSITION CONCRÈTE

La Jeune Chambre du Congo-Kinshasa au Québec (JCKKQ), le Conseil Canadien de Représentation des Communautés Congolaises (CCRCC), la Communauté Congolaise de Montréal, la Communauté Congolaise du Canada, l'OPCC, et des partenaires comme Congo Momentum devraient co-développer un programme d'éducation au repreneuriat appelons-le Reprendre le Québec dispensé sur douze semaines, en français, en partenariat avec le CTEQ et des institutions comme HEC Montréal ou l'UQAM. Il couvrirait l'évaluation financière, les mécanismes de financement (BDC, Investissement Québec, Fonds FTQ), la diligence raisonnable, la gestion de la transition, et valeur unique de Congo Momentum l'intégration d'une stratégie d'internationalisation vers la RDC dès la phase d'acquisition.





## Axe 2 - Cibler des Secteurs Stratégiques pour un Double Impact : Québec et Congo

L'objectif ne doit pas être de racheter n'importe quelle entreprise disponible il doit être de cibler des entreprises dont le savoir-faire, la technologie, ou le positionnement ont une valeur transférable vers la RDC. Quatre secteurs sont prioritaires :

<b>Technologies de l'eau et de l'assainissement</b>	Le Québec est un leader mondial discret dans ce domaine. La RDC, qui abrite le deuxième plus grand bassin hydrographique du monde mais dont les populations urbaines manquent cruellement d'eau potable, représente un marché colossal.
<b>Agroalimentaire et transformation</b>	Des centaines de PME agroalimentaires québécoises sont à céder. La RDC, avec 80 millions d'hectares de terres arables parmi les plus fertiles d'Afrique, est structurellement déficitaire en technologie de transformation alimentaire.
<b>Construction modulaire et matériaux</b>	Kinshasa, Lubumbashi, Goma des villes à croissance vertigineuse ont un besoin urgent de technologies de construction abordables. Reprendre une PME québécoise de ce secteur, c'est acquérir un catalogue technologique déployable en RDC.
<b>Technologie de l'information et formation</b>	La RDC compte plus de 110 millions d'habitants avec un taux de pénétration mobile en forte croissance et un besoin massif en formation technologique. Une PME québécoise du numérique, entre les mains d'un repreneur congolais, devient un vecteur de transfert technologique d'une efficacité remarquable.

## Axe 3 - Mobiliser EDC comme Partenaire Stratégique, pas Seulement Financier

Exportation et Développement Canada (EDC) est la société d'État dont la mission est de renforcer l'économie canadienne par le commerce international - en fournissant des outils de financement, d'assurance et d'expertise en marchés étrangers.

Les immigrants devenus entrepreneurs au Canada sont statistiquement plus susceptibles d'inclure l'exportation dans leur modèle d'affaires, et lorsqu'ils exportent, ils le font plus souvent hors des États-Unis - exactement le profil d'un entrepreneur congolais qui reprend une PME québécoise et la positionne pour exporter vers Kinshasa. EDC a par ailleurs engagé un fonds de 200 millions de dollars pour soutenir des entreprises exportatrices appartenant à des groupes sous-représentés, incluant les entrepreneurs noirs.





#### PROPOSITION CONCRÈTE

Congo Momentum, en partenariat avec le CCRCC et d'autres organisations de la diaspora, devrait engager un dialogue formel avec EDC pour créer un Corridor Commercial Congo-Canada un programme pilote qui identifie des PME québécoises ayant un potentiel d'exportation vers la RDC, les met en relation avec des repreneurs de la diaspora congolaise, et mobilise les instruments de financement d'EDC pour sécuriser les premières transactions d'exportation une fois la reprise complétée. EDC a déjà financé des entreprises exportant vers l'Afrique subsaharienne. Ce qui manque, c'est la mise en relation. Congo Momentum peut être ce catalyseur.

#### Axe 4 - Structurer un Fonds Diasporique de Repreneuriat

La question du financement est réelle mais résoluble. Le MIFI a réduit les prérequis financiers pour les repreneurs immigrants, passant de 600 000 \$ CA à 300 000 \$ CA dans la grande région de Montréal, et à 150 000 \$ CA en région. Ces montants sont accessibles pour des entrepreneurs qui se regroupent. Le modèle des investment clubs africains bien documenté en France et au Royaume-Uni est directement applicable ici.

#### PROPOSITION CONCRÈTE

Création d'un Fonds Congolais de Repreneuriat (FCR), structuré comme un fonds d'investissement collectif accueillant des souscriptions dès 10 000 \$ CA. Ce fonds permettrait à des membres de la diaspora congolaise investisseurs passifs ou futurs repreneurs actifs de financer collectivement l'acquisition de PME québécoises stratégiques. La structure juridique est simple (société par actions) et bénéficierait de l'accompagnement du CTEQ et du financement complémentaire d'Investissement Québec. Il démocratise l'accès au repreneuriat, crée une masse critique d'actifs congolais dans l'économie québécoise, et génère un réseau de propriétaires d'entreprises qui se soutiennent mutuellement.

#### V. LA VALEUR POUR LE CANADA : CE N'EST PAS DE LA CHARITÉ, C'EST UNE NÉCESSITÉ

Il serait naïf de présenter cette proposition uniquement sous l'angle des intérêts de la diaspora congolaise. Le Québec et le Canada ont un intérêt national direct et urgent à ce que des repreneurs de qualité émergent rapidement. 3 500 entreprises envisagent de fermer leurs portes faute de repreneur. Chaque fermeture représente des emplois perdus, un savoir-faire détruit, des fournisseurs déstabilisés, et des communautés régionales appauvries.





Avec 37 % des entrepreneurs ayant 55 ans ou plus, le vieillissement démographique place le Québec dans une position où il doit maintenir un accueil annuel de 50 000 résidents permanents simplement pour soutenir son développement économique. Les entrepreneurs immigrants ne sont pas un luxe ils sont une nécessité structurelle.

Et lorsque ces entrepreneurs immigrants sont non seulement des gestionnaires compétents, mais aussi des ponts commerciaux vers des marchés émergents comme la RDC, la valeur pour le Canada s'amplifie exponentiellement. Chaque PME québécoise reprise et repositionnée pour exporter vers l'Afrique centrale contribue directement au PIB canadien, génère des transactions qu'EDC peut financer et assurer, et projette la marque Made in Canada sur un continent de 1,4 milliard d'habitants.

## VI. LA VALEUR POUR LA RDC : BIEN PLUS QU'UN TRANSFERT DE CAPITAUX

La diaspora congolaise envoie déjà des centaines de millions de dollars en remises familiales vers la RDC chaque année. C'est une contribution précieuse mais passive. Le repreneuriat propose un modèle radicalement différent : le transfert de technologie structuré, durable, et ancré dans des entreprises viables.

Reprendre une PME québécoise spécialisée dans les équipements miniers, les systèmes d'énergie solaire, la télémédecine, ou la logistique froide, ce n'est pas simplement acquérir un outil commercial c'est capitaliser sur des décennies de R&D canadien pour l'apporter directement dans un pays où ces technologies sont transformatrices.

La RDC a besoin de partenaires commerciaux qui la connaissent de l'intérieur, qui comprennent ses réalités institutionnelles, qui parlent lingala et français, et qui ont la crédibilité d'une entreprise canadienne établie derrière eux. L'entrepreneur congolais repreneur d'une PME québécoise est précisément cette figure. Il est la meilleure ambassade commerciale que la RDC puisse avoir.





## VII. UN APPEL À L'ACTION STRUCTURÉ

Congo Momentum formule les recommandations suivantes aux acteurs concernés :

<p><b>Aux organisations de la diaspora congolaise</b></p>	<p>CCRCC, JCKKQ, Communauté Congolaise de Montréal, Communauté Congolaise du Canada, OPCC et associations provinciales : Inscrivez le repreneuriat à l'ordre du jour de vos assemblées générales et forums dès 2026. Intégrez des sessions de sensibilisation au CTEQ dans vos activités régulières. Identifiez au sein de votre réseau les entrepreneurs prêts à passer à l'étape suivante.</p>
<p><b>Aux entrepreneurs congolais établis au Québec</b></p>	<p>Contactez le CTEQ. Participez au Mouvement Propulsion Repeurship. Ne sous-estimez pas la valeur de votre bilinguisme, de votre réseau africain, et de votre compréhension des marchés émergents — ce sont des actifs entrepreneuriaux que les banques et les cédants québécois commencent à valoriser.</p>
<p><b>Au gouvernement québécois et au MIFI</b></p>	<p>Les programmes existent. Mais ils sont insuffisamment connus des communautés africaines francophones. Un investissement modeste en sensibilisation ciblée — via les organisations communautaires, les mosquées, les églises, les associations professionnelles — aurait un retour sur investissement considérable en termes de reprises d'entreprises réussies.</p>
<p><b>À EDC et BDC</b></p>	<p>La diaspora africaine est votre prochaine frontière. Les entrepreneurs congolais qui reprennent des PME canadiennes sont vos meilleurs ambassadeurs commerciaux vers l'Afrique subsaharienne. Allez les chercher là où ils sont. Financez leur préparation, pas seulement leurs exportations.</p>





## CONCLUSION : UN RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE

Le Québec offre, en ce moment précis, une fenêtre d'opportunité que l'histoire économique ne répète que rarement : des milliers d'entreprises viables, technologiquement compétentes, financièrement saines, cherchant désespérément preneur. Le dispositif institutionnel est en place. Le financement existe. La volonté politique est réelle.

La diaspora congolaise, de son côté, possède exactement ce que ce moment requiert : la formation, le bilinguisme, la résilience, l'esprit entrepreneurial, et une connexion profonde avec l'un des marchés les plus prometteurs et les plus sous-capitalisés de la planète.

Ce qui manque, c'est le passage à l'acte. L'abandon du réflexe communautaire comme seul horizon commercial. La confiance dans le fait que reprendre une PME québécoise n'est pas trahir sa communauté — c'est en devenir le levier le plus puissant.

***Le repreneuriat n'est pas simplement une stratégie économique pour la diaspora congolaise. C'est un acte d'intégration, un acte d'ambition, et si on le fait bien un acte de développement pour la République Démocratique du Congo. Le train passe. Il est temps de monter dedans.***

© 2026 Congo Momentum - Tous droits réservés

